

Certifié conforme à l'acte transmis au contrôle de légalité



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

du Conseil de Communauté de l'agglomération dijonnaise

Séance du jeudi 27 septembre 2012

Président : M. REBSAMEN

Secrétaires de séances : M. BORDAT et M. GRANDGUILLAUME

Convocation envoyée le 20 septembre 2012

Publié le 28 septembre 2012

Nombre de membres du Conseil de Communauté : 82

Nombre de présents participant au vote : 66

Nombre de membres en exercice : 82

Nombre de procurations : 8

SCRUTIN : POUR : 74

ABSTENTION : 0 CONTRE : 0 NE SE PRONONCE PAS : 0

### Membres présents :

M. François REBSAMEN	M. Benoît BORDAT	M. Michel ROTGER
M. Pierre PRIBETICH	M. Joël MEKHANTAR	M. François NOWOTNY
M. Jean ESMONIN	M. Christophe BERTHIER	Mme Christine MASSU
Mme Colette POPARD	M. Philippe DELVALEE	Mme Dominique BEGIN-CLAUDET
M. Rémi DETANG	Mme Anne DILLENSEGER	M. Claude PICARD
M. José ALMEIDA	M. Mohamed BEKHTAOUI	M. Pierre PETITJEAN
M. François DESEILLE	M. Georges MAGLICA	Mme Claude DARCIAUX
M. Laurent GRANDGUILLAUME	Mme Nelly METGE	M. Nicolas BOURNY
M. Patrick CHAPUIS	Mme Elizabeth REVEL	M. Jean-Philippe SCHMITT
M. Michel JULIEN	Mme Christine MARTIN	M. Philippe GUYARD
Mme Marie-Françoise PETEL	Mme Nathalie KOENDERS	M. Pierre-Olivier LEFEBVRE
M. Jean-François GONDELLIER	Mme Marie-Josèphe DURNET-ARCHEREY	M. Gilles MATHEY
Mme Catherine HERVIEU	M. Alain MARCHAND	M. Jean-Claude GIRARD
M. François-André ALLAERT	M. Mohammed IZIMER	Mme Françoise EHRE
M. Jean-Claude DOUHAIT	Mme Hélène ROY	M. Patrick BAUDEMMENT
M. Jean-Paul HESSE	Mme Jacqueline GARRET-RICHARD	Mme Geneviève BILLAUT
Mme Badiaâ MASLOUHI	Mme Joëlle LEMOUZY	M. Murat BAYAM
M. Patrick MOREAU	M. Jean-Yves PIAN	M. Michel BACHELARD
M. Dominique GRIMPRET	Mme Stéphanie MODDE	M. Philippe BELLEVILLE
M. Didier MARTIN	M. Philippe CARBONNEL	M. Norbert CHEVIGNY
M. Jean-Pierre SOUMIER	M. Louis LAURENT	Mme Noëlle CABBILLARD.
M. André GERVAIS	M. Roland PONSAA	
M. Alain MILLOT		

### Membres absents :

M. Jean-François DODET  
M. Gérard DUPIRE  
Mme Christine DURNERIN  
Mme Myriam BERNARD  
M. Franck MELOTTE  
M. Gaston FOUCHERES  
M. Rémi DELATTE  
M. Gilles TRAHARD

M. Gilbert MENUT pouvoir à Mme Noëlle M. Françoise TENENBAUM pouvoir à M. Alain MILLOT  
CAMBILLARD M. Elisabeth BIOT pouvoir à Mme Joëlle LEMOUZY  
M. Jean-Patrick MASSON pouvoir à Mme M. Alain LINGER pouvoir à M. Jean-Claude GIRARD  
Stéphanie MODDE M. Lucien BRENOT pouvoir à M. Michel ROTGER  
M. Yves BERTELOOT pouvoir à M. Pierre M. Michel FORQUET pouvoir à Mme Dominique BEGIN-CLAUDET.  
PRIBETICH

---

**OBJET : EAU ET ASSAINISSEMENT**

**Convention de déversement, de transfert et de traitement sur l'usine d'épuration de  
Dijon-Longvic des effluents de la société KEOLIS BOURGOGNE**

Dans le cadre du programme Eauvitale et plus précisément le chantier n°6 « Assurer un contrôle systématique des rejets d'eaux usées des entreprises industrielles du Grand Dijon » afin d'améliorer la qualité des eaux rendues au milieu naturel, il est proposé de passer une convention de déversement avec la société KEOLIS BOURGOGNE pour son établissement situé à Dijon.

L'activité de l'établissement est l'exploitation de service autocar : parc de bus Divia, tourisme et inter-urbain. Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes : entrepôt et atelier de maintenance d'autocars, portique de lavage, station service.

La convention doit être fixée pour une durée de 5 ans entre le Grand Dijon, la société KEOLIS BOURGOGNE et le délégataire Lyonnaise des Eaux.

Cette convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en oeuvre de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées industrielles de l'établissement, dans le réseau public d'assainissement des eaux usées.

Vu l'avis de la Commission Eau Assainissement Voiries Réseaux Divers,

**LE CONSEIL,**  
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**  
**DÉCIDE :**

- **d'approuver** le projet de convention de déversement avec la société KEOLIS BOURGOGNE pour son établissement situé à Dijon,
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention de déversement et accomplir tous les actes nécessaires à son exécution.



---

**KEOLIS BOURGOGNE**  
*Site de Dijon*



**LYONNAISE DES EAUX FRANCE**  
Entreprise Régionale  
Bourgogne Champagne Jura



**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU  
GRAND DIJON**

**CONVENTION DE DEVERSEMENT, DE TRANSFERT ET DE  
TRAITEMENT SUR L'USINE D'EPURATION DE DIJON DES  
EFFLUENTS INDUSTRIELS DE LA SOCIETE KEOLIS BOURGOGNE**

---

Mai 2012.

## **ENTRE:**

La société KEOLIS BOURGOGNE  
dont le siège est à PARIS  
pour son établissement de DIJON  
sis 17, rue du Bailly - ZAE Cap Nord - BP 37414 - 21074 DIJON  
N° SIRET : 015 450 596 00026  
Code APE : 4939 A  
représentée par Monsieur ASPESANI Olivier, en qualité de chef d'équipe atelier,

et dénommée l'Etablissement,

## **ET**

La **Communauté d'Agglomération du Grand Dijon**, ayant son siège 40 avenue du Drapeau - BP 17 510 - 21 075 DIJON Cedex, représenté par son Président, Monsieur François REBSAMEN, dûment habilitée par délibération du conseil syndical en date du .....,

et désigné dans ce qui suit par l'appellation la Collectivité.

D'une deuxième part,

## **ET**

La Société **LYONNAISE DES EAUX** au capital de 422.224.040 euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Paris, sous le numéro 410 034 607 ayant son siège social à PARIS LA DEFENSE (92040) - Tour CB21 - 16, place de l'Iris, représentée par Monsieur Didier DEMONGEOT, en qualité de Directeur de l'Entreprise Régional Bourgogne Champagne Jura,

et désignée dans ce qui suit par l'appellation le Concessionnaire,

D'autre dernière part.

## **AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUI:**

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant,

Considérant que l'Etablissement est soumis à déclaration au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement,

Considérant que le Concessionnaire assure la gestion déléguée du système d'assainissement (réseau et station d'épuration) de la Collectivité sur le périmètre de la ville de Dijon dans le cadre de son traité de concession en vigueur depuis le 02 avril 1991.

## **IL A ETE CONVENU CE QUI SUI :**

### **ARTICLE 1 - OBJET**

---

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, dans le réseau public d'assainissement.

### **ARTICLE 2 - DEFINITIONS**

---

#### **2.1 EAUX USÉES DOMESTIQUES (DÉFINITION DONNÉE PAR LA NORME NF EN 752 P1)**

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autres restrictions que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

#### **2.2 EAUX PLUVIALES**

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement, les eaux de rabattement de nappe,...

L'Etablissement devra, le cas échéant, apporter les justifications nécessaires à l'acceptation des eaux de refroidissement, des eaux épurées, des eaux de rabattement de nappe,... dans le réseau d'eaux pluviales. En absence de justification, ces eaux seront assimilées à des eaux industrielles.

## 2.3 EAUX INDUSTRIELLES ET ASSIMILÉES

Sont classés dans les eaux industrielles et assimilées tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales (ou expressément assimilées à ces dernières par la présente Convention).

Les eaux industrielles et assimilées sont dénommées ci-après eaux usées autres que domestiques.

## ARTICLE 3 - CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

---

### 3.1 NATURE DES ACTIVITÉS

L'activité de l'Etablissement est l'exploitation de service autocar : parc de bus Divia, tourisme et inter-urbain

Cette activité comporte les opérations industrielles suivantes :

- Entrepôt et atelier de maintenance d'autocars
- Portique de lavage
- Station service

En raison de cette activité, des produits fabriqués, employés ou stockés, l'Etablissement est soumis à déclaration au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. Il relève de la rubrique de la nomenclature des installations classées suivante:

- N° 1435 : substances inflammables (stations service) - volume annuel de carburant supérieur à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 3500 m<sup>3</sup>.

### 3.2 PLAN DES RÉSEAUX INTERNES DE COLLECTE

Le plan *PC2 (au 1/500) et 202 (au 1/200)* des installations intérieures d'évacuation des eaux de l'Etablissement, expurgé des éléments à caractère confidentiel, est annexé à la présente convention (annexe n°6)

### 3.3 USAGE DE L'EAU DANS L'ETABLISSEMENT

- domestique : sanitaires
- industriel : aire de lavage

### 3.4 PRODUITS UTILISÉS PAR L'ETABLISSEMENT

L'Etablissement se tient à la disposition de la Collectivité et du Concessionnaire pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les « fiches produits » et les « fiches de données de sécurité » correspondantes peuvent être consultées par la Collectivité et le Concessionnaire dans l'Etablissement.

### 3.5 MISE À JOUR

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 13.

## ARTICLE 4 - INSTALLATIONS PRIVEES

---

### 4.1 RÉSEAU INTÉRIEUR

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que la réalisation ou l'état de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état. L'Etablissement doit pouvoir justifier de cette qualité d'entretien en fournissant les certificats de curage,... si la Collectivité ou le Délégué en font la demande.

### 4.2 TRAITEMENT PRÉALABLE AUX DÉVERSEMENTS

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant :

	Observations
Débourbeurs - séparateurs d'hydrocarbures	- Séparateur d'hydrocarbures pour les eaux vanes atelier, de station et aire de lavage avant rejet au réseau assainissement

L'aire de lavage possède son propre déboureur en amont du séparateur.

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet, nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées à l'annexe n°4 de la présente convention sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement. Le nettoyage du séparateur à hydrocarbures principal est réalisé 2 fois par an.

Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des pré-traitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (éventuellement informatisé) tenu à la disposition de la Collectivité et du Concessionnaire.

## ARTICLE 5 - CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

---

L'Etablissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants:

	Réseau public Eaux usées	Réseau public Eaux pluviales	Réseau public unitaire
Eaux usées domestiques			X
Eaux usées autres que domestiques			X
Eaux pluviales			Ru à proximité et puits perdus

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par:

- 1 branchement pour les eaux usées domestiques et autres que domestiques ;
- 0 branchement pour les eaux pluviales.

Il existe donc 1 branchement distinct.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- Un dispositif permettant le raccordement au réseau public ;
- Une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé ;
- Un ouvrage dit « regard de branchement » ou « regard de façade » placé de préférence sur le domaine public. Ce regard doit être visible et accessible en permanence aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité et du Concessionnaire, Il doit permettre l'installation des équipements mentionnés à l'article 9 ;
- Une vanne d'obturation doit être placée sur chaque branchement des eaux usées autres que domestiques et rester accessible aux agents du service public d'assainissement de la Collectivité, si nécessaire elle sera placée sous le domaine public.

## **ARTICLE 6 - ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS**

---

Sans objet.

## **ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS**

---

### **7.1. EAUX USÉES AUTRES QUE DOMESTIQUES**

Les eaux usées autres que domestiques doivent avoir les mêmes caractéristiques physico-chimiques que les effluents domestiques.

### **7.2. EAUX PLUVIALES**

La présente convention ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'Etablissement s'engage à justifier des dispositions prises pour assurer une collecte séparative et éviter ainsi d'envoyer des eaux pluviales dans les réseaux publics d'eaux usées.

Les eaux de parking sont évacuées dans le ru à proximité après passage dans un séparateur d'hydrocarbures (entretien 1 à 2 fois par an par une société spécialisée) et eaux de toiture évacuées en puits perdus.

### 7.3. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, ... sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus.

## ARTICLE 8 - SURVEILLANCE DES REJETS

---

### 8.1 AUTO-SURVEILLANCE

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention.

L'Etablissement met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants :

Fréquence	Analyse
Tous les ans sur les rejets assainissement	pH, DCO, MES, DBO5 Métaux : Cr, Cd, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg Hydrocarbures totaux
Tous les ans sur les eaux pluviales parking	pH, DCO, MES, DBO5 Métaux : Cr, Cd, Cu, Ni, Pb, Zn, Hg Hydrocarbures totaux

Les paramètres cités ci-dessus sont analysés selon les normes AFNOR en vigueur à la date de la présente convention (Annexe n°2)

Il est convenu que le présent programme de mesure pourra être modifié notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Les mesures de concentration, visées dans le tableau ci-dessus, seront effectuées sur des échantillons moyens de 24 heures, proportionnels au débit ou au temps, conservés à basse température (4°C). Dans le cas où un prélèvement 24h n'est pas réalisable, un prélèvement ponctuel servira de référence.

L'Etablissement fournit au moins une fois par an des résultats d'analyses réalisées par un organisme agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.

### 8.2 INSPECTION TELEVISEE DU BRANCHEMENT

Sans objet.

### 8.3 CONTROLES PAR LA COLLECTIVITE ET LE CONCESSIONNAIRE

La Collectivité et le Concessionnaire pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués par la Collectivité ou le Concessionnaire à l'Etablissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux des effluents domestiques, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité ou le Concessionnaire.

#### **ARTICLE 9 - DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS**

---

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement en laissera le libre accès aux agents de la Collectivité et du Concessionnaire, sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures sont communiquées à la Collectivité et au Concessionnaire.

L'Etablissement maintiendra un regard facilement accessible et spécialement aménagé pour permettre le prélèvement à l'exutoire de ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques.

#### **ARTICLE 10- DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU**

---

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau	Comptage
Eau de distribution	Compteur rue du Bailly : relève bi-annuelle

L'Etablissement autorise la Collectivité et le Concessionnaire à visiter ces dispositifs dans les conditions définies à l'article 9.

#### **ARTICLE 11 - CONDITIONS FINANCIERES**

---

##### 11.1 FLUX ET CONCENTRATIONS DE MATIERES POLLUANTES DE REFERENCE

Les eaux usées non domestiques rejetées par l'Etablissement présentent les mêmes caractéristiques physico-chimiques que les eaux domestiques (voir annexe n°5) .

Le volume total rejeté par l'Etablissement ne doit pas excéder sa consommation d'eau.

A titre de référence, l'Etablissement a consommé 2371 m3 d'eau en 2011.

##### 11.2. TARIFICATION DE LA REDEVANCE ASSAINISSEMENT

Conformément à l'article R 2224-19-1 du Code général des collectivités territoriales, l'Etablissement est soumis au paiement d'une redevance d'assainissement au titre de la collecte, du transport et du traitement des eaux usées d'entretien et d'exploitation, autres que domestiques, déversées dans le réseau public d'assainissement.

Compte tenu que les rejets de l'Etablissement présentent les mêmes caractéristiques physico-chimiques que les effluents domestiques, la redevance applicable est celle appliquée aux usages domestiques.

Cette redevance est appliquée au volume consommé.

Aucune dégressivité ne sera appliquée à l'Etablissement.

Toutes les taxes et redevances applicables au service de l'assainissement seront répercutées à l'Etablissement.

## ***ARTICLE 12 - FACTURATION ET REGLEMENT***

---

La redevance assainissement sera facturée sur la facturation d'eau de l'Etablissement.

En cas de non-paiement dans le délai de trente (30) jours ces sommes seront majorées conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

## ***ARTICLE 13 - REVISION DES REMUNERATIONS ET DE LEUR INDEXATION***

---

Pour tenir compte des conditions économiques, techniques et réglementaires, les modalités d'application de la tarification pourront être soumises à réexamen, notamment dans les cas suivants :

- 1) en cas de changement dans la composition des effluents rejetés, notamment par application de l'article 17;
- 2) en cas de modification substantielle des ouvrages du service public d'assainissement;
- 3) en cas de modification de la législation en vigueur en matière de protection de l'environnement et notamment en matière d'élimination des boues, ou de modification de l'autorisation préfectorale de rejet de l'usine d'épuration de la Collectivité;
- 4) en cas de variation de plus ou moins 50 % de la charge globale de matières polluantes entrant dans le calcul de la rémunération de la Collectivité, calculée par référence aux valeurs annuelles prévues à l'annexe n° 4 de la présente Convention.

## ***ARTICLE 14 - GARANTIE FINANCIERE***

---

Sans objet

## **ARTICLE 15 - CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS**

---

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans la présente convention, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Collectivité et le Concessionnaire,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

En cas d'accident de fabrication susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées (en particulier du pH et de la DCO), l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais le Concessionnaire,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord du Concessionnaire pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité ou du Concessionnaire.

## **ARTICLE 16 - CONSEQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS**

---

### **16.1 CONSÉQUENCES TECHNIQUES**

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer le Concessionnaire conformément aux dispositions de l'article 15, et à soumettre à ce dernier, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Collectivité et le Concessionnaire se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'annexe 4 de la présente convention,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au paragraphe précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, la Collectivité ou le Concessionnaire :

- informera l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,

- le mettra en demeure par lettre RAR d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente convention et au respect des valeurs limites définies dans la présente convention avant cette date.

## **16.2 CONSÉQUENCES FINANCIÈRES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité ou le Concessionnaire du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies dans la présente convention, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Collectivité ou le Concessionnaire aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité ou le Concessionnaire et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générées par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondant.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

### ***ARTICLE 17 - MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION DE DEVERSEMENT***

---

En cas de modification de l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

### ***ARTICLE 18 - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE***

---

La Collectivité et le Concessionnaire, sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prennent toutes les dispositions pour :

- Accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'annexe n°4 de la présente convention ;
- Fournir à l'Etablissement, sur sa demande écrite, une copie du rapport annuel du Maire sur le fonctionnement technique du service d'assainissement ;
- Assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière;
- Informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

### **Dispositions communes**

Dans le cadre de l'exploitation du service public de l'assainissement la Collectivité ou le Concessionnaire pourront être amenés de manière temporaire à devoir limiter les flux de pollution entrants dans les réseaux, ils devront alors en informer au préalable l'Etablissement et étudier avec celui-ci les modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production de l'Etablissement.

Dans ce cas l'Etablissement est tenu sur demande justifiée de la Collectivité ou du Concessionnaire :

- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles ;
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les effluents non domestiques vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord du Concessionnaire pour une autre solution.

Les volumes et flux éventuellement non rejetés au réseau par l'Etablissement pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

Une réduction notable d'activité imposée à l'Etablissement ou un dommage subi par une de ses installations en raison d'un dysfonctionnement grave et/ou durable du système d'assainissement peut engager la responsabilité de la Collectivité ou du Concessionnaire dans la mesure où le préjudice subi par l'Etablissement présente un caractère anormal et spécial eu égard aux gênes inhérentes aux opérations de maintenance et d'entretien des ouvrages dudit système.

La Collectivité et le Concessionnaire ne pourront être tenus pour responsables d'une déficience du transit et de traitement en cas de force majeure (cataclysme naturel, guerre, sabotage, manque de fourniture électrique, fait de grève à caractère national ou sectoriel, conditions climatiques reconnues comme exceptionnelles).

## **ARTICLE 19 - CESSATION DU SERVICE**

---

### **19.1 CONDITIONS DE FERMETURE DU BRANCHEMENT**

La Collectivité ou le Concessionnaire peuvent décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non-respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas:
  - de modification de la composition des effluents ;
  - de non-respect des limites et des conditions de rejet fixées à l'annexe n° 4 de la présente convention ;
  - de non-installation des dispositifs de mesure et de prélèvement ;
  - la dégradation du branchement ;
  - de non respect des échéanciers de mise en conformité ;
  - d'impossibilité pour la Collectivité ou le Concessionnaire de procéder aux contrôles ;

- et d'autre part, les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité ou le Concessionnaire à l'Etablissement, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours.

Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité et le Concessionnaire se réservent le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

La participation financière demeure exigible pendant cette fermeture, à l'exception de la partie variable couvrant les charges d'exploitation.

## **19.2 RÉSILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité ou le Concessionnaire, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre RAR, restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes.
- Par l'Etablissement, dans un délai 90 jours après notification à la Collectivité et au Concessionnaire par lettre RAR.

La résiliation autorise la Collectivité et le Concessionnaire à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 19.1.

## **19.3 DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité, le Concessionnaire ou par l'Etablissement, les sommes dues par celui-ci au titre, d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement deviennent immédiatement exigibles.

Dans le cas d'une résiliation par l'Etablissement, une indemnité peut être demandée par la Collectivité et le Concessionnaire à l'Etablissement si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu et si la prise en charge du traitement des effluents de l'Etablissement à nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

## **ARTICLE 20- DUREE**

---

La présente Convention est conclue pour la durée fixée de 5 (cinq) ans. Elle prend effet à la date de signature de toutes les parties.

Six (6) mois avant l'expiration de la présente convention de déversement, la Collectivité ou le Concessionnaire procédera en liaison avec l'Etablissement, si celui-ci le demande, au réexamen de la présente Convention en vue de son renouvellement et de son adaptation éventuelle.

La présente convention n'est pas transférable, même en cas de cession de l'Etablissement. Une nouvelle convention devra être établie.

### **ARTICLE 21 - DELEGATAIRE ET CONTINUITÉ DU SERVICE**

---

La présente Convention, conclue avec la Collectivité, s'applique pendant toute la durée fixée à l'article 20 quel que soit le mode d'organisation du service d'assainissement.

A la date de signature de la présente Convention, LYONNAISE DES EAUX France est substituée à la Collectivité pour la mise en œuvre des droits et obligations de ladite Collectivité dans les limites définies par le contrat de concession du service d'assainissement : pendant la durée de ce contrat, les notifications à la Collectivité, prévues par la présente Convention, lui sont donc valablement adressées.

### **ARTICLE 22 - JUGEMENT DES CONTESTATIONS**

---

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différent qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

### **ARTICLE 23 - DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION**

---

Annexe n° 1	Liste des principaux textes réglementaires concernant le domaine de l'eau.
Annexe n° 2	Paramètres analytiques notés dans la convention - méthodes de mesures de référence.
Annexe n° 3	Règlement d'Assainissement de la Ville de DIJON.
Annexe n° 4	Plan des installations intérieures d'évacuation des eaux.
Annexe n° 5	Analyses eaux usées et pluviales.
Annexe n° 6	Liste des personnes à prévenir en cas d'urgence.

Fait à Dijon, le..... en 6 exemplaires,

Pour le **Concessionnaire**,  
La Société Lyonnaise des Eaux France,  
Son Directeur d'Entreprise Régionale,

Pour l'**Etablissement**,  
La Société KEOLIS BOURGOGNE,  
Son Chef d'Equipe Atelier,

Monsieur Didier DEMONGEOT

Monsieur Olivier ASPESANI.

Pour la **Collectivité**  
La communauté d'agglomération du Grand Dijon  
Son Président,

Monsieur François REBSAMEN

---

# ANNEXE N° 1

---

*Liste des principaux textes réglementaires concernant  
le domaine de l'eau.*

---

# Les grandes Sources de droit du Domaine de l'Eau

---

**Décret du 12 Mars 1975**

*Contrôle des déversements d'eaux usées par les Collectivités*



**Directive Européenne du 21 mai 1991**

*Relative au traitement des eaux urbaines résiduaires*



**Loi du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux Aquatiques**

*Reconquête de la qualité des eaux*

*Atteinte en 2015 des objectifs de bon état écologique (DCE du 22/12/2000)*

*Adéquation entre ressource en eau et besoin (Développement Durable des activités économiques utilisatrices d'eau)*

*Adaptation des services publics aux nouveaux enjeux (transparence, solidarité, efficacité environnementale)*



**Textes relatifs aux installations classées**

**Textes relatifs aux collectivités**

**Arrêté du 2 février 1998**

*Limitation de l'impact des eaux usées par la mise en œuvre de traitement, de normes et de techniques moins polluantes*  
*Surveillance des eaux pluviales et traitement si besoin*

**Le Code de la Santé Publique**

*Tout rejet d'eaux usées autre que domestique doit être autorisé par le Maire et asservi de seuils*

**Arrêté du 22 juin 2007**

*Programme d'auto surveillance des principaux rejets*  
*Rédaction d'un manuel d'auto surveillance*  
*Contrôle de la qualité du dispositif d'auto surveillance par la police de l'eau*

**Le règlement d'assainissement**

*Définition des aspects réglementaire, administratif, financier et technique de l'assainissement*



**Etablissement d'une convention de déversement**



**CONFORMITE DE L'INDUSTRIEL**  
**Vis à vis de la réglementation**

---

# ANNEXE N° 2

---

*Paramètres analytiques notés dans la convention  
méthodes de mesures de référence.*

---

# PARAMETRES ANALYTIQUES

## METHODES DE MESURES DE REFERENCE

---

- ✓ **Potentiel hydrogène (pH) :**
- ✓ Référence : AFNOR NF T 90-008 - Avril 1953.
- ✓ **Demande biochimique en oxygène 5 jours (DBO5) :**
- ✓ Référence : AFNOR NF EN 1899-1 et 2 : méthode par dilution et ensemencement avec apport d'allylthiourée - Mai 1998.
- ✓ **Demande chimique en oxygène (DCO) :**
- ✓ Référence : AFNOR NF T 90-101 (oxydation - volumétrie) - Février 2001.
- ✓ **Matières en suspension (MES) :**
- ✓ Référence : AFNOR NF EN 872 (T 90-105-1) - (méthode par filtration) - Avril 1996.  
AFNOR NF T 90-105-2 (méthode par centrifugation) - Janvier 1997
- ✓ **Cadmium (Cd) :**
- ✓ Référence : ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 (ICP/MS)
- ✓ **Chrome (Cr) :**
- ✓ Référence : ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 (ICP/MS)
- ✓ **Cuivre (Cu) :**
- ✓ Références : ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 (ICP/MS)
- ✓ **Mercuré (Hg) :**
- ✓ Référence : NF EN 1483 (SAA sans flamme).
- ✓ **Nickel (Ni) :**
- ✓ Référence : ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 (ICP/MS)
- ✓ **Plomb (Pb) :**
- ✓ Référence : ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 (ICP/MS)
- ✓ **Zinc (Zn) :**
- ✓ Référence : ISO 17294-1 et NF EN ISO 17294-2 (ICP/MS).
- ✓ **Indice Hydrocarbures CH10 -C40) :**
- ✓ Référence : EN ISO 9377-2 (CPG)

---

# ANNEXE N° 3

---

## *Règlement d'Assainissement de la Communauté d'Agglomération Dijonnaise*

---

# ANNEXE N° 4

---

*Plan des installations intérieures d'évacuation des eaux*

---

# ANNEXE N° 5

---

*Analyses eaux usées et pluviales  
2011 - 2012.*

---

# ANNEXE N° 6

---

*Liste des personnes à prévenir en cas d'urgence.*

---

## Liste des personnes à prévenir en cas d'urgence

---

### *LYONNAISE DES EAUX France*

---

Par ordre :

- × STATION d'EPURATION DE DIJON 03 80 72 91 91
  - Du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00
- × ASTREINTE LYONNAISE DES EAUX 0810 874 874
  - 24h/24h - 365j/365j

### *Etablissement*

---

- × KEOLIS BOURGOGNE( Mr ASPESANI) 03 80 74 90 41